

## LE CONSEIL

JOURNAL QUOTIDIEN

POLITIQUE, COMMERCIALE,

## RÉPUBLICAIN

DE L'ÉMANCIPATION

INDUSTRIELLE, LITTÉRAIRE.



## BUREAUX PROVISOIRES

DU JOURNAL

PASSAGE SAULNIER, 7.

## TOUT CE QUI CONCERNE L'ADMINISTRATION

doit être adressé franco

A M. CLODOMIR TASTÉ,

Propriétaire-Gérant.

## PRIX DES ABONNEMENTS.

PARIS.

La semaine.....	2	fr. 50 c.
Le mois.....	6	»
Trois mois.....	12	»
Six mois.....	24	»
Un an.....	48	»

DEPARTEMENTS.

La semaine.....	2	fr. 75 c.
Le mois.....	6	»
Trois mois.....	12	»
Six mois.....	24	»
Un an.....	48	»

## PRIX DES INSERTIONS.

Ligne ordinaire.....	30 c.
Id. par abonnement.....	20
Id. avec 500 numéros donnés à celui qui fait l'insertion (pour 50 lignes).....	1 fr.

On reçoit les Annonces de Librairie

chez M. MARESQ ET C<sup>e</sup>,

Rue Gît-le-Cœur, 11,

Et chez M. HERMITTE, au Bureau des

Rue de la Harpe, 20.

## RÉDACTION EN CHEF:

LÉON PLÉE.

RÉDACTION

FINANCIÈRE ET COMMERCIALE:

ADOLPHE SALIN.

NOTA. Toutes les lettres non affranchies sont rigoureusement refusées.

SOMMAIRE DU 11<sup>e</sup> NUMÉRO.

lections de la garde nationale. — Ordre atroce de l'empereur de Russie. — Réponse de M. de Lamartine à la députation irlandaise. — Club de l'émancipation des peuples : banquet de la fraternité. — Lettre sur la misère des littérateurs. — Mouvement militaire. — Actes de l'Autorité. — Faits divers : Lettre de l'archevêque de Paris. Le mari en bonne fortune. — Feuilleton : La mort des Girondins, par Touchard-Lafosse.

Paris, le 5 avril

## ÉLECTIONS DE LA GARDE NATIONALE.

C'est aujourd'hui que le peuple de Paris va commencer à s'essayer au magnifique droit du suffrage universel. La garde nationale a cessé d'être exclusivement la bourgeoisie; elle est l'ensemble de tous les citoyens. Elle représente le peuple dans le sens le plus général du mot, et pour ainsi dire dans le sens le plus magistral. Les élections qu'elle va faire ont une importance qu'il ne faut pas dissimuler, et que l'histoire aura plus tard à constater comme un des plus grands faits du dix-neuvième siècle.

Elles ne seront pas, il est vrai, l'indice de la chute plus ou moins prochaine d'un ministère; elles n'affaibliront pas, il est vrai, une dynastie; mais elles donneront la valeur expresse de la maturité et de la moralité de la démocratie pour le suffrage universel. De leur issue dépend en grande partie la fondation de la plus légitime des royautés, de celle du peuple.

Pour qu'elles fondent cette royauté indiscutable, il faut qu'elles soient un hommage rendu à un principe.

Le peuple, répétons-le tant que nous pourrons, ce n'est ni une classe ni une autre, ni l'habit ni la blouse, c'est vous, c'est moi, c'est tout le monde. Notre voix doit être la *Vox Dei*, et comme telle ne désigner que les plus dignes.

Les plus dignes seront les plus capables d'opérer cette pacification des classes qui est devenue si nécessaire, et sans laquelle la vraie République ne peut pas être fondée solidement.

Les plus dignes seront ceux qui sont environnés de plus d'estime. Rien ne saurait en effet, mieux que l'estime mutuelle, opérer une fusion intime entre les membres de la grande famille civique. Rien au contraire ne saurait y porter plus de désunion et de causes de trouble que des votes donnés uniquement, soit à l'opinion, soit à la classe, soit à l'intrigue.

Une transaction que personne n'a proposée et qui eût été sublime d'effet moral et féconde en résultats positifs, est celle-ci :

« Ceux que l'on persiste à appeler bourgeois, donnant leurs voix à des travailleurs. — Ceux que l'on nomme travailleurs, donnant leurs voix à des bourgeois. »

Cette transaction eût été la vraie fusion, la véritable pacification, et une admirable base jetée pour l'édifice de la fraternité.

Bien qu'elle n'ait pas été faite d'une manière expresse et générale, cette transaction est encore en grande partie possible. Nous conjurons les citoyens de l'opérer partout où l'occasion s'en présentera.

En effet, nommés par leurs collègues de la bourgeoisie, les officiers bourgeois ne seront, après tout, que les représentants de l'esprit de bourgeoisie. Nommés par leurs collègues du travail manuel, les travailleurs ne seront que les représentants de ce travail. Il y aura indubitablement rivalité, tiraillements, lutte sourde.

A défaut, d'ailleurs, de l'accord dont nous parlions, éloignons dans les élections d'aujourd'hui toute arrière-pensée. — Que faut-il à la garde du peuple? de bons et loyaux chefs, donnant l'exemple de la probité, de la sincérité des opinions.

Un homme taré sous les épaulettes les déshonorerait, et ce ne serait pas là le plus grand malheur. Les ennemis de la forme républicaine s'empareraient avec avidité du fait, et battraient en brèche à son aide le suffrage universel.

Assez d'hommes, dont les antécédents ne sont pas tous

avouables, ont été assez habiles pour profiter du premier besoin de la République et se glisser dans les fonctions rétribuées, sous prétexte de patriotisme. Que ces habiles ne parviennent pas à introduire leur nom dans l'urne électorale! Une nécessité domine toutes les autres, la nécessité d'avoir des chefs respectés et respectables.

Il vous est d'autant plus facile de ne pas vous égarer dans vos choix, que la loi vous a pour ainsi dire divisés en familles. Vous vous connaissez tous. Vous pouvez lire sous les masques. Lisez-y sans pitié. Il s'agit de l'avenir de Paris, qui a fait la révolution et qui la maintiendra. Éloignez les ambitieux, ceux qui veulent se faire un marche-pied des grades, qui veulent entrer par les grades dans les emplois rétribués.

Éloignez les gens faibles, indécis. Un homme qui se présente pour commander aux autres hommes doit être conciliant, mais énergique. Il est telle occasion où son commandement ne se bornera pas à diriger une garde ou une patrouille; il faut que vous soyez certains d'avoir à votre tête un vrai chef dans cette circonstance.

Éloignez les fats qui n'ont demandé vos suffrages que pour parader sous l'uniforme. Un cœur républicain doit battre sous l'habit d'officier de la garde civique. Les républicains ne font aucun cas des vains ornements. Ils rêvent honneur et non séduction. Hoche et Marceau portèrent l'épaulette de laine, et n'en étaient pas moins des généraux.

Rappelez-vous que les meilleurs orateurs sont le plus souvent très-mauvais dans l'action. Démosthènes prenant des buissons pour des soldats vous en est un exemple mémorable. Ne vous laissez donc pas enchaîner par ces professions de foi que l'on débite avec aisance et d'une voix sonore. L'âne brait aussi haut que le lion rugit. Cherchez sa peau sous celle de l'orateur.

Vous élirez peut-être beaucoup de chefs qui n'ont pas encore commandé: exigez d'eux qu'ils prennent l'engagement de s'exercer avec activité, afin d'être sous

## FEUILLETON.

## LA MORT DES GIRONDINS (1).

On montrait encore, il y a quelques années, dans la prison de la Force, les chambres où l'on avait enfermé les députés de la Gironde; on voyait aussi une salle assez spacieuse où se réunissaient les vingt et un et d'autres prisonniers. Là avaient lieu, dit-on, ces repas pris en commun, dans lesquels s'épanouissaient toutes les délicatesses d'une philosophie pleine d'hilarité, apocryphe, peut-être, mais dont les exemples étaient fréquents à une époque où tant de passions phénoménales surgirent du cœur humain.

Les Girondins durent être transférés à la Conciergerie vers le 24 octobre, époque à laquelle commençait l'instruction de leur procès. Or, Vergniaud, dans la matinée du 30, sachant qu'il allait comparaître avec ses collègues devant le terrible tribunal, fit venir un fidèle domestique qui avait exposé sa vie pour le servir jusqu'à la mort. « Mon ami, lui dit-il à travers des sanglots mal étouffés, soit insouciance, soit maladresse, je n'ai pas su profiter des moyens de faire fortune, les plus sûrs, les plus prompts, et même les plus honorables; je meurs indigent, et ne te laisse que mon estime pour prix des soins généreux dont tu m'as comblé.

(1) Nous n'entendons nullement prendre la responsabilité des opinions de l'auteur sur les hommes et les choses dont il est question dans ce fragment.

C'est un triste legs au temps où j'achève de vivre; mais toi, je te sais capable de l'apprécier. Tu trouveras chez moi quelques hardes, quelques vieux linges sans valeur, avec une centaine de volumes; joins-y l'habit que je vais quitter au pied de l'échafaud, si les valets du bourreau ne te le disputent pas... Voilà tout mon héritage, et je te fais mon légataire universel, ajouta le Girondin avec un mélancolique sourire. Adieu, homme sensible et bon, continua Vergniaud, en serrant la main du fidèle serviteur, sur laquelle tombait un double torrent de larmes... Adieu, je te défends de rester plus longtemps à la Conciergerie, cette antichambre du supplice; il y a ici des laquais qui m'attendent pour ma dernière toilette... Adieu. »

Ce congé déchirant précéda d'une heure le sinistre appel, qui manquait rarement d'être le premier avertissement du trépas. Le mémoire justificatif des Girondins n'était point achevé; midi sonnait.... Soudain un trousseau de clefs résonne dans le lointain des corridors..., il approche..., le bruit d'un pas lourd et précipité s'y joint...; on s'arrête; la clef grince dans la serrure, la porte tourne sur ses gonds, et ces paroles tombent, lentement accentuées, de la bouche d'un guichetier : « Citoyen, vous êtes mandé au tribunal révolutionnaire. — Ouf! s'écrie l'orateur célèbre en jetant tant loin de lui sa plume, voilà donc ma tâche finie. »

Ainsi la paresse du Girondin triomphait par un avis de mort; jamais la lassitude d'une vie tourmentée ne se révéla mieux.

Vergniaud est bientôt debout; sans démonstrations

fanfaronnes, sans affecter cet élan vers le péril qui, souvent, signale plus de faste que de solidité dans le courage, il se joint à ses collègues, et tous marchent d'un pas ferme vers le tribunal.

Les prévenus comparaissaient au nombre de vingt et un; mais ce n'était pas tout ce que le nouveau Sylla avait pros crit de Brissotins, de Girondins, de Modérés, de Fédéralistes; près de deux cents députés avaient été emprisonnés ou étaient menacés de l'être. Robespierre sentait déjà fermenter en lui l'idée de frapper, sur la Montagne même, les Cordeliers, qui ne s'étaient réunis à lui que pour l'aider à vaincre la Gironde. Ces hommes s'appuyaient trop sûrement sur le peuple pour ne pas être de dangereux alliés; Danton, se dressait chaque nuit comme un colosse gigantesque, dans les rêves agités du dictateur. Toutefois, au mois de juillet, l'assassinat de Marat était venu en aide aux projets ambitieux de Robespierre; en accordant le sang de Charlotte Corday aux partisans fanatisés du dogme montagnard, il avait béni le poignard de cette femme courageuse. En effet, son attentat médité, pour en couvrir le véritable motif, avec les Girondins réfugiés dans le Calvados, et les lettres dont elle était munie pour quelques-uns de ceux restés à Paris, rendaient probable une conspiration contre la Montagne, qui, depuis le 31 mai, s'était déclarée, sans opposition, le gouvernement légal de la République. L'arrestation des vingt et un, maintenant parvenus au pied de l'échafaud, s'était dépeuplée, en apparence, de tout arbitraire tyrannique, et leur jugement pouvait être motivé aux yeux d'un



peu tout à fait à leur place dans le grade qu'ils obtiendraient. Un officier qui ne sait pas la manœuvre prête à rire, et le rire chasse immédiatement et pour toujours le respect.

Enfin, l'on a adressé certaines questions fort importantes à presque tous les candidats; pesez leurs réponses. Aucune de ces questions n'est oiseuse, pas même celle qui est relative à l'Assemblée nationale.

Mais surtout rappelez-vous comment et pourquoi la monarchie parlementaire est morte. Quand le peuple l'a jetée bas d'un coup de sa puissante épaule, la révolution du mépris était faite. Il n'y avait plus qu'à donner l'impulsion de la chute. L'arbre ne tenait plus par aucune racine.

Des honnêtes gens! Donnez-nous surtout des honnêtes gens!

Dans un honnête homme, il y a en germe toutes les qualités qui font le vrai républicain. Ces qualités mûrissent d'elles-mêmes au soleil de la République.

Ceux qui vous disent: N'ayez égard qu'à l'opinion des candidats, vous trompent. Un citoyen taré prend et quitte avec aisance toutes les opinions. Il est aujourd'hui fanatique de la liberté; hier il avait part aux fonds secrets.

L'honnête homme ne transige jamais avec sa conscience. Il peut s'égarer, mais son cœur reste toujours à son pays. Un roi, un ministre peuvent le tromper. L'honneur national est au fond de son âme.

Nommez donc d'honnêtes citoyens. Ceux-là n'ont brigué vos suffrages qu'à bon escient, parce qu'ils se sentaient sûrs d'être à la hauteur de la mission civique qui leur serait confiée. Ni l'ambition, ni l'intérêt, ni la fautilité, ne les ont guidés. Ils veulent faire triompher les vrais principes républicains, dont la base est la probité.

Hors de la probité, point de gouvernement durable.

On conçoit Mirabeau chef d'un grand parti, dominant une grande assemblée. Le vice s'allie parfois au génie, et les nations ont quelquefois besoin du génie, même vicieux.

Mais la garde citoyenne, chargée de faire respecter la loi et l'ordre, n'a pas besoin de génies pour la guider; il ne lui faut que des gens qui voient clair et qui marchent droit.

Selon nous, quand on voit clair et quand on marche droit, on ne peut vouloir que la république, car elle seule ne cache aucune vilenie et elle seule est la justice.

Les autres formes de gouvernement sont de la convention ou de la violence.

Dans la république seule tous les droits sont garantis, tous les devoirs sont prévus.

Quel est l'honnête homme qui pourrait ne pas vouloir le règne combiné du droit et du devoir?

Nous n'en voulons pas fonder d'autre.

LÉON PLÉE.

La politique française en Italie commence à porter ses fruits. L'Italie sera sans doute débarrassée des barbares, comme le pape Jules II appelait les Impériaux et les Français, mais ce malheureux pays est bien loin de la République et de l'unité. Une alliance offensive et défensive vient d'être conclue entre les trois principaux souverains temporels de la Péninsule, le roi de Sardaigne, le roi de Naples et le grand-duc de Toscane, pour l'indépendance territoriale. Les Autrichiens seuls sont nommés dans le corps du traité; mais à Turin, on ne se gêne nullement pour dire qu'un article addition-

nel et secret spécifie le cas où la France entamerait d'une manière quelconque la terre donnée aux princes italiens par les anciens traités, et possédée par eux actuellement.

D'un autre côté, le *Moniteur officiel de la République* cherche à rassurer l'Allemagne au sujet des légions allemandes parties de Paris. Enfin, M. de Lamartine vient de donner des gages à l'alliance anglaise, en signifiant à la députation irlandaise de n'avoir nullement à compter sur le gouvernement français, ni pour une propagande contre l'Angleterre, ni dans le cas d'aucun soulèvement.

Que résultera-t-il de tout cela? Nous décourageons les peuples amis sans désarmer les gouvernements. Les uns ne nous pardonneront jamais de les avoir laissés tout à fait à eux-mêmes, les autres nous en voudront toujours pour avoir tenu un instant dans nos mains leur destinée.

L. P.

Le bruit a couru à la Bourse de l'installation définitive de M. Arago au département de la guerre. L'amiral Baudin serait appelé à le remplacer provisoirement à la marine.

En avertissant hier le gouvernement au sujet des démissions demandées à la magistrature assise, nous n'avons entendu défendre qu'un principe: l'immovibilité de la magistrature, désirable surtout dans un temps de révolution. Nous répétons de nouveau que nous ne nous sommes pas préoccupés de la question de personnes. On a dit: Pénisse le monde plutôt qu'un principe! on peut bien dire, sans être suspect à la République: Qu'un satisfait soit conservé, et que la magistrature assise de France demeure indépendante, comme elle le fut depuis ses origines!

#### POLOGNE.

La *Patrie* donne l'épouvantable nouvelle qui suit, nouvelle après laquelle, si elle est vraie, il n'y a plus qu'à faire déclarer la guerre à l'autocrate par toutes les nations civilisées:

« L'empereur Nicolas, ayant appris par les rapports de ses nombreux agents combien est grande la sympathie que la cause polonaise rencontre en Allemagne, vient d'ordonner d'enlever de la Pologne russe tous les hommes de 18 à 35 ans, et de les faire conduire dans l'intérieur de la Russie. »

#### JOURNAL DE TOUS.

La lettre suivante révèle des infortunes dont nous gémissons depuis longtemps. Il y a longtemps que nous savons que la fraternité fut, à quelques exceptions près, toujours bannie de la république littéraire. Mais, à aucune époque, les gens de lettres ne furent plus malheureux et plus délaissés. Leur situation appelle le regard sérieux du gouvernement. La place de l'intelligence lettrée doit être marquée dans la société républicaine. La littérature n'est pas un luxe inutile. Mais ce n'est pas aux littérateurs et aux journalistes qu'il faut qu'elle recommande sa pauvreté. Le bonheur d'un critique consiste à frapper de son bâton tout ce qui dépasse un certain niveau. Le malheur d'autrui fait sa joie. Que les littérateurs sans travail s'adressent franchement et honorablement à la France et au Gouvernement provisoire. La France et le gouvernement leur doivent un

travail en rapport avec leurs études. Les travailleurs des corps d'état ont bien réclaté. Pas de fausse honte. Laissez vivre de leur vie égoïste ceux qui ne manquent de rien. Le peuple ne rit pas, lui, quand il voit un poète tendre la main. L'aspect de l'intelligence dans la misère lui fait douter de Dieu et de ceux qui gouvernent la société.

Voici cette lettre, dont l'auteur s'est fait connaître à nous. Elle ne sera pas la dernière de ce genre. Nos frères de la littérature qu'on croit stigmatiser en l'appelant au rabais peuvent compter sur notre sympathie.

« Citoyen rédacteur,

» Votre république proscriera-t-elle la littérature comme un luxe inutile?

» Je vous serais bien obligé de répondre à cette question.

» Je suis venu à Paris il y a dix ans, comptant me faire une toute petite place au soleil parmi les gens qui pensent et qui écrivent.

» A force de travail j'y étais presque parvenu. Aujourd'hui je me vois réduit à mendier une place parmi les citoyens terrassiers de l'avenue Trudaine ou du Champ-de-Mars.

» Beaucoup de mes malheureux confrères sont comme moi.

» Au lieu de trouver de la pitié dans les écrivains qui ont obtenu des emplois, nous sommes bafoués par eux. Celui-ci appelle la littérature un luxe inutile, cet autre, qui mange au quadruple ratelier du *Constitutionnel*, de l'*Illustration*, du *National*, et du gouvernement, traîne dans le ridicule les littérateurs qui, pour ne pas mourir de faim, essayent de fonder des publications politiques.

» Vous, citoyen rédacteur, dont la plume a déjà défendu les opprimés de la littérature, vous qui, sous l'ancien régime, n'avez pas craint de mettre à nu les misères des gens de lettres et de dresser un acte d'accusation formel contre les pachas de la plume, nous laisserez-vous mourir de faim sans dire un mot pour nous? nous laisserez-vous chasser de la place comme des bouches inutiles?

R. L\*\*\*.

Monsieur le rédacteur,

M. le préfet de police ne m'a point mandé chez lui et ne m'a offert aucune espèce de passe-port pour l'étranger.

Il me semblerait convenable que le préfet, en présence du démenti que j'ai opposé à une pièce fabriquée, voulût bien s'abstenir jusqu'à complète et contradictoire connaissance des faits.

Veillez, je vous prie, insérer ma réclamation.  
3 avril 1848.

L. BLANQUI.

#### CLUBS.

Le club de l'*Emancipation des Peuples*, qui a déjà eu à s'occuper de questions fort intéressantes, semble pressentir comme nous que l'armée est appelée à jouer prochainement un grand rôle dans nos destinées et dans celles des nations. Il vient de prendre une décision des plus remarquables, et qui dépasse celles de plusieurs autres assemblées conçues dans le même sens.

#### Banquet de la Fraternité.

Sur la proposition des membres du bureau, le club de l'*Emancipation des Peuples*, considérant que la grandeur et la force de la République française doivent être

public qui rarement est à même de pénétrer au fond des choses.

Telle était la situation politique, lorsque les Girondins parurent devant le tribunal révolutionnaire, sous la prévention, vaguement exprimée et plus vaguement établie, d'avoir formé une conspiration contre l'unité et l'indivisibilité de la République, contre la liberté et la sûreté du peuple français. Le député Amar, auteur de l'acte d'accusation, qui devait peser tant d'années sur sa conscience, avait basé sur des suppositions tous les prétendus griefs de la Gironde. Brissot, Gensonné, Vergniaud, Guadet, Pétion, Buzot, etc., étaient des fauteurs du despotisme, des ennemis de la liberté, de l'humanité, des hommes enfin qui reforgaient les chaînes du peuple, en l'endormant par leurs paroles dorées et l'expression d'un patriotisme fallacieux. Leur éloquence, disait l'auteur du rapport, n'était que l'amorce d'un désir immodéré de pouvoir et de richesses. Tout le brillant échafaudage de principes vertueux élevé par Vergniaud, poursuivait Amar, ne servait qu'à la construction perfide d'un édifice de domination formé de tous les vices, de toutes les ambitions, de toutes les convoitises cupides, de toutes les corruptions.

Sur cette base de sable, Amar bâtissait une véritable babel d'imputations: venait d'abord la prétendue complicité des Girondins avec Lafayette, dans l'affaire du Champ-de-Mars; ainsi Brissot qui, dans cette circonstance, s'était déclaré le soutien du peuple, et avait attaqué énergiquement les révisseurs monarchistes, paraissait s'être fait en même temps leur complice. Ensuite,

se reproduisait, dans le rapport d'Amar, la lettre de Gensonné et ses amis à Louis XVI, dans le but éminemment patriotique de le décider à conserver des ministres dont les talents et les vertus pouvaient faire marcher la constitution de conserve avec les intérêts et la gloire de la couronne. Cet écrit, à une époque où personne ne pouvait être certain des heureux effets d'une révolution, était d'autant plus sage, d'autant plus patriotique, que l'invasion étrangère s'avancait à grands pas sur le sol français. Mais, confondant les circonstances et les temps, le rapporteur érigeait en crime un moyen assuré de salut.

La faction girondine, était-il dit par l'accusateur, a distribué à foison, dès le lendemain du 10 août, une diatribe virulente contre ceux qui venaient de renverser le trône. La plume de Louvet, celles de Brissot et de Champagnoux furent mises en activité pour la rédaction de ce libelle, que toute la maison de Roland fut occupée à distribuer... Or, en examinant les faits, on voit que les Girondins, qui ne concevaient plus l'accord d'une monarchie avec les principes de la Révolution, furent les véritables instigateurs du 10 août; mais ils voulaient opérer ce coup d'État par les triomphes de la tribune, non par l'autorité du canon. Débordés dans ce dessein, ils devaient repousser la responsabilité de tous les excès qui marquèrent cette sanglante journée. L'écrit qualifié de libelle dans le rapport d'Amar, signalait les vols, les pillages, les cruautés exercées au château des Tuileries, et la complicité de cette commune insurrectionnelle, qui avait annulé le pouvoir muni-

cipal sous la main de Pétion. Une si juste dénonciation ne pouvait être un grief qu'aux yeux de ceux qu'elle atteignait.

Il est difficile de qualifier autrement que comme une extravagance, l'accusation de complicité du ministre Roland et des Girondins avec les Prussiens: « Brissot » wick doit bien rire, a dit avec raison la femme de » l'ex-ministre, de voir accuser d'être ses amis ceux » qui lui faisaient si bonne guerre. » La découverte de l'armoire de fer elle-même était incriminée dans l'acte dressé contre les Girondins: Roland avait, selon le dire du rapporteur, détourné des pièces à invoquer contre la faction de Brissot. Ce chef d'accusation s'anéantissait comme les autres, par le plus rapide examen: plusieurs personnes, présentes à l'ouverture de l'armoire de fer, avaient attesté que les papiers qu'elle contenait, enfermés dans deux serviettes, avaient été apportés sans aucune vérification préalable et immédiatement à la Convention nationale.

Nous avons vu que l'agitation incessante de Paris, depuis le 10 août, la conduite factieuse de la Commune, le ton dominateur des députés de la Seine, et la tyrannie des tribunes avaient prouvé aux représentants des départements que leur sûreté serait compromise toutes les fois que leurs opinions ne se rallieraient pas à celles du parti jacobin. Dans cette situation, un rapport de Buzot concluait à la formation d'une garde départementale: « Ce fut, dit madame Roland, le gant jeté » comme signal de combat. La députation parisienne » sentit que son ascendant allait être perdu; et,



imentées par une union fraternelle entre tous ses enfants;

Que tous les citoyens français, gardes nationaux, ou-  
riers et soldats, sont frères au même titre;

Que cette fraternité a montré toute sa puissance aux  
journées des 23 et 24 février, où l'on a vu notre intré-  
pide armée baisser ses armes devant le peuple pour n'a-  
voir pas à combattre des frères;

Considérant que tous les républicains sincères voient  
avec douleur cette armée éloignée de la capitale;

Que son absence plus longtemps prolongée pourrait  
donner lieu à une scission entre le peuple et l'armée;

Que cette scission porterait atteinte à la plus noble  
des vertus républicaines, la fraternité;

Considérant d'ailleurs quesi la prudence, sauve-garde  
des principes républicains, s'oppose à une grande ag-  
glomération de troupes, soit dans Paris, soit dans les  
environs, cette prudence s'alarmerait à tort de la pré-  
sence dans la capitale de quelques régiments appelés  
au nom du peuple pour fraterniser avec lui;

Le club de l'Emancipation des Peuples vote une adresse  
au Gouvernement provisoire pour qu'il ait à rappeler  
immédiatement à Paris quelques régiments de cavale-  
rie et d'infanterie.

Le club de l'Emancipation décide en outre que com-  
munication de cette proposition sera donnée à tous les  
clubs, sociétés et corporations républicaines de Paris  
et de la banlieue, pour faire appel à leur adhésion.

Copie de la présente adresse sera déposée dans toutes  
les mairies et dans tous les bureaux des journaux, à  
l'effet de recueillir les signatures des citoyens adhérents.

Subsidiairement, et dans la prévision certaine où le  
Gouvernement provisoire s'associerait au vœu du peu-  
ple, le club de l'Emancipation des Peuples demande la  
nomination d'une commission chargée de prendre les  
mesures d'ordre pour l'organisation d'un banquet donné  
par le peuple à l'armée, lequel porterait le nom de

#### BANQUET DE LA FRATERNITÉ.

Ont signé : le citoyen président SUAU.

Les membres du bureau, général MONTHOLON, CAS-  
TELNAU, EPIEST GERVAISE, JEANNIN, LIEUTAUD, GREL-  
LET, ETIENNE, ROMIEUX, LIBAN, GOURLET, BARBAN-  
CON, colonel LABORDE, MADOULO, ALAIN.

Les citoyens de Paris sont invités à joindre leurs si-  
gnatures à celles du bureau.

Dans sa dernière réunion, le club de l'Emancipa-  
tion des Peuples a décidé que ses séances seraient dé-  
sormais fixées aux mardi, mercredi, vendredi de cha-  
que semaine, à sept heures du soir, et le dimanche à  
une heure de l'après-midi.

#### ELECTIONS DE LA GARDE NATIONALE.

LIEUX DE RÉUNION DES 32 COMPAGNIES DE LA 2<sup>e</sup> LÉGION.

##### Liste par ordre d'inscription.

Nous croyons devoir rappeler à nos concitoyens du  
2<sup>e</sup> arrondissement le nom des candidats aux grades su-  
périeurs de la garde nationale, et les lieux de réunion  
des électeurs.

##### Candidats au grade de Colonel.

MM. Fourneyron (Benoît), ingénieur civil, actuelle-  
ment chef du 2<sup>e</sup> bataillon, 42, rue Neuve-  
Saint-Georges.

Thomas (Clément), homme de lettres et proprié-  
taire, 33, rue de l'Arcade.

Delage (Léon-François), ancien officier, 65, rue  
Saint-Lazare.

Husson (Eugène-Alexandre), général de brigade,  
13, rue Cadet.

Lieutenant-Colonel.

MM. Cisset (Philibert-Louis), docteur en médecine,  
17, rue des Filles-Saint-Thomas.

Husson, déjà inscrit.

Chefs de Bataillon.

1<sup>er</sup> Bon. MM. \*\*\*

2<sup>e</sup> — Tattet (Frédéric-Louis), actuellement  
chef du 2<sup>e</sup> bat., 27, rue Lepelletier.

Bouillon (Louis-Hippolyte), chef de bat.  
en retraite, 16, rue Boursault.

Coralli (Auguste-Charles-Jean), avocat,  
5, rue de Trévise.

3<sup>e</sup> — Labarte (Charles-Jules), propriétaire,  
actuellement chef du 3<sup>e</sup> bat., 2, rue  
Grange-Batelière.

Jovenez (Louis-François-Guillaume),  
officier retraité, 20, rue Labruyère.

4<sup>e</sup> — May (Auguste), lingier, ex-sergent-major  
au 17<sup>e</sup> léger, 104, rue Richelieu.

Launet (Auguste), négociant, ancien chef  
de bat., 4<sup>e</sup> légion, 8, rue Neuve-Saint-  
Augustin.

1<sup>er</sup> Bon. 4<sup>re</sup> Cie Palais-National, salle des Batailles.

— 2 — Chez M. Pape, 49, rue des Bons-Enfants.

— 3<sup>e</sup> — Chez Douix, Palais-National.

— 4<sup>e</sup> — Salle de la Chapelle, id.

— 5<sup>e</sup> — Ecole des Frères, 37, r. d'Argenteuil.

— 6<sup>e</sup> — Palais-National, salle du Trône.

— 7<sup>e</sup> — Ecole, 6, rue du Hasard.

— 8<sup>e</sup> — Palais-National, salle de la Bourse.

2<sup>e</sup> — 1<sup>re</sup> — Neuve-Coquenard, impasse Ecole, 7.

— 2<sup>e</sup> — Chez M. Séchan, 6, rue Turgot.

— 3<sup>e</sup> — Ecole des garçons, faub. Montm., 60.

— 4<sup>e</sup> — Conservatoire de musique, salle des  
décors de l'Opéra.

— 5<sup>e</sup> — Neuve-Coquenard, 5, Ecole des filles.

— 6<sup>e</sup> — Faub. Montmartre, 60, Ecole des filles.

— 7<sup>e</sup> — Conservatoire, péristyle de la salle des  
Concerts.

— 8<sup>e</sup> — 13, rue Buffault.

3<sup>e</sup> — 1<sup>re</sup> — Justice de paix, rue Chanchat.

— 2<sup>e</sup> — Lemardelay, 400, rue Richelieu, salle  
du devant.

— 3<sup>e</sup> — Boulevard Montmartre, 10.

— 4<sup>e</sup> — Foyer de l'Opéra, rue Lepelletier.

— 5<sup>e</sup> — Faub. Montm., 60, Préau des garçons.

— 6<sup>e</sup> — Salle des Concerts Sax, 10, rue Neuve-  
Saint-Georges.

— 7<sup>e</sup> — Boulevard Montmartre, 10 bis.

— 8<sup>e</sup> — Vestibule de l'Opéra, rue Lepelletier.

4<sup>e</sup> — 1<sup>re</sup> — Bourse, salle des Délibérations.

— 2<sup>e</sup> — Id. cabinet des Agents-de-change.

— 3<sup>e</sup> — Vestibule de la Bibliothèque nationale.

— 4<sup>e</sup> — Salle du Vaudeville, foyer.

— 5<sup>e</sup> — Péristyle du Th.-Italien, salle Ventadour.

— 6<sup>e</sup> — Lemardelay, 400, rue Richelieu, salle  
de derrière.

— 7<sup>e</sup> — Bourse, salle des Faillites.

— 8<sup>e</sup> — Salle de l'ancien Trésor, rue Vivienne.

#### Mouvement militaire.

Un corps d'armée se forme définitivement sur la  
frontière du Sud-Est; il prendra le nom de corps

d'armée des Alpes. Le général Bourjolly vient de por-  
ter à la connaissance de la garnison de Lyon la forma-  
tion de la première division de cette armée.

Première brigade. — 4<sup>e</sup> bataillon de chasseurs à  
pied; 43<sup>e</sup> et 22<sup>e</sup> légers.

Deuxième brigade. — 43<sup>e</sup>, 66<sup>e</sup>, 68<sup>e</sup> de ligne; 7<sup>e</sup> hus-  
sards; 2 batteries d'artillerie; 4 compagnie de sapeurs  
du 2<sup>e</sup> régiment du génie.

— Le ministre provisoire de la guerre a fait savoir à  
la garde mobile de Paris, que son instruction allait être  
poussée ferme, le gouvernement devant avoir sous peu  
besoin d'elle à la frontière.

— Deux inspecteurs sont chargés de visiter la France,  
depuis Dunkerque jusqu'à Cherbourg, et d'ordonner  
ou de préparer les mesures les plus urgentes de la dé-  
fense nationale.

— Une batterie du 8<sup>e</sup> régiment, en garnison à Be-  
sançon, a été mise sur le pied de guerre et a dû partir  
dimanche dernier pour la frontière du Piémont.

On écrit de Perpignan, 25 mars :

Une dépêche télégraphique vient de transmettre  
l'ordre au général commandant la 24<sup>e</sup> division mili-  
taire de diriger sur Grenoble les deux batteries d'ar-  
tillerie de notre garnison, munies de tout leur matériel  
de guerre.

#### ACTES DE L'AUTORITÉ.

« La ville de Nevers (Nièvre) est autorisée à emprun-  
ter, soit avec publicité et concurrence, soit directe-  
ment, à la caisse des dépôts et consignations, à un in-  
térêt qui ne pourra dépasser 5 0/0, une somme de  
200,000 fr. destinée à combler le déficit de son budget  
en 1847, et à payer les dépenses indiquées dans les dé-  
libérations municipales des 27 juin et 28 décembre  
1847.

Cet emprunt sera remboursé en six ans à partir de  
1853, sur les revenus de la ville.

— La ville de Lyon (Rhône) est autorisée à emprun-  
ter, soit avec publicité et concurrence, soit directe-  
ment à la caisse des dépôts et consignations, à un in-  
térêt qui ne pourra dépasser 5 0/0, une somme de  
600,000 fr. destinée à pourvoir aux frais de construc-  
tion à Perrache, et près de l'abattoir, de bâtiments à  
usage d'échaudoirs et de séchoirs, ainsi que d'un mar-  
ché aux bestiaux.

Cet emprunt sera remboursé en douze ans, par dou-  
zièmes, à partir de la troisième année après sa réalisa-  
tion, au moyen du produit des droits de séjour des bes-  
taux dans le marché, et ceux provenant de l'abattage  
des pores.

— Il est établi une chambre de commerce à Saint-  
Dizier (Haute-Marne).

Cette chambre sera composée de neuf membres.

Une expédition du présent arrêté sera transmise au  
préfet du département de la Haute-Marne, qui demeure  
chargé de son exécution.

— M. Aimé d'Artigues est spécialement chargé de  
l'organisation des comptoirs nationaux d'escompte dans  
les départements.

M. Aimé d'Artigues prendra le titre de délégué du  
ministre des finances pour l'organisation des comptoirs  
nationaux d'escompte.

Il travaillera directement avec le ministre et le sous-  
secrétaire d'Etat.

— La ville de Saint-Quentin (Aisne) est autorisée à

» comme elle renfermait des coupables qui ne pou-  
vaient se sauver qu'à la faveur de cet ascendant sou-  
tenu, elle mit tout en œuvre pour éviter la mesure  
» qui le lui aurait arraché. Dès lors la guerre fut à  
» mort.... Mais ses adversaires ne le virent pas assez;  
» ils ne surent point se coaliser, parce qu'ils ne s'i-  
» maginèrent pas qu'il fallût un parti à la vérité. Ils  
» négligèrent les Jacobins, parce qu'ils y étaient mal  
» accueillis; ils n'intriguèrent pas, parce qu'ils  
» n'avaient pour cela ni argent ni astuce. Une qua-  
» rantaine d'entre eux se réunirent pour causer  
» chez Valazé, d'où il ne sortait jamais que beaucoup  
» de courage pour soutenir les principes, pour bra-  
» ver les déclamateurs, pour se dévouer généreu-  
» sement; mais point de mesures, si ce n'est en mo-  
» tions dont on leur faisait des crimes. » Tels furent  
les faits dont le Jacobin Amar fit un corps de conspira-  
tion, avec toutes les vagues allégations que nous avons  
citées plus haut pour précédents, et la prétendue réu-  
nion des Girondins du Calvados aux Vendéens pour co-  
rollaire mensonger.

Et ces hommes accusés de tant de crimes, dont pas  
un seul n'était prouvé ni même probable, qu'avaient-  
ils gagné dans la lutte intrépide qu'ils avaient soutenue  
contre un pouvoir oppressif, ayant l'anarchie pour  
auxiliaire? Pouvaient-ils citer des faveurs qu'ils eussent  
conquises, des richesses qu'ils eussent amassées, des  
grandeurs usurpées par leur prépondérance? Fugitifs  
ou captifs, tous pouvaient se prévaloir d'une honorable  
pauvreté. Nous avons raconté le dénuement de Ver-

gniaud, ne léguant à son fidèle domestique, avec sa  
dépouille de victime, que l'estime d'un maître recon-  
naissant. Tous les nobles débris de la Gironde offraient  
les mêmes témoignages de misère et de probité : chez  
eux, en prison, en exil, les plus infimes éléments du  
nécessaire leur manquaient. La femme de Guadet, gar-  
dée à son domicile par un gendarme, ne pouvait le  
nourrir et subvenir à ses propres besoins qu'en faisant  
vendre montre, argenterie, effets de parure, linge, le  
tout au plus vil prix. Madame Gensonné, malade de-  
puis longtemps, ne se soutenait, elle et ses deux en-  
fants, que par des secours mystérieux, qu'elle était sou-  
vent tentée de refuser afin de se laisser aller dans les  
bras de la mort avec ses innocentes créatures. Madame  
Brissot, traînée à la Force, y languit durant cinq jours  
au pain, à l'eau, et couchée sur la paille. Mesdames Pé-  
tion et Roland, enfermées à Sainte-Pélagie, n'y soute-  
naient que par de minces emprunts une existence qui,  
pour la dernière, devait être une courte agonie. Nous  
verrons bientôt quel fut le sort des Girondins fugitifs.

Le travers le plus démontré de ces hommes, dont  
nous ne prétendons pas justifier toutes les tendances,  
fut l'excessive vanité puisée dans le sentiment de leur  
supériorité. Ce défaut, toujours aveugle, toujours  
sourd aux conseils de la sagesse, égara souvent ce  
parti jusqu'à lui faire commettre, sous l'empire du plus  
sincère patriotisme, des fautes qui compromirent la  
République elle-même. Ainsi la levée de boucliers du  
Calvados ne peut être considérée comme une tentative  
opportune; il n'est guère permis de douter que la fac-

tion alors triomphante ne fût oppressive; mais il n'est  
pas moins constant que les Girondins, en organisant  
une guerre civile, en se disposant à marcher sur Paris  
à la tête d'une armée, se proposaient l'exercice d'une  
vengeance plus encore qu'une réaction profitable à la  
nation. C'était là, il faut en convenir, un point à peu  
près logique dans l'accusation d'Amar; mais, hâtons-  
nous de l'ajouter, les Girondins ne conspiraient en cela  
que contre les Jacobins : ils pouvaient se tromper sur  
les moyens de servir la patrie.... ils ne la trahissaient  
pas.

Après avoir résumé les faits érigés en crimes dans  
l'acte d'accusation dont le député Amar avait été le ré-  
dacteur, nous revenons aux vingt et un prévenus qui,  
la tête haute, les traits calmes, la démarche assurée, se  
groupèrent le 30 octobre 1793 (9 brumaire an II), de-  
vant ce tribunal pour lequel un verdict d'acquiescement  
était un phénomène. Ils écoutèrent sans le moindre  
trouble, sans que le moindre élan de l'âme vint se ré-  
fléchir sur leur physionomie, la longue et calomnieuse  
élocution dressée contre eux; seulement, de temps  
à autre, un sourire de mépris plissait légèrement la  
lèvre inférieure de Vergniaud, et faisait présumer  
combien il lui serait facile d'anéantir ces griefs, si mi-  
sérablement tissés de mensonges.

TOUCHARD-LAFOSSE.

(La suite à demain.)



contracter, avec publicité et concurrence, à un intérêt qui ne pourra dépasser 5 0/0, un emprunt de 100,000 fr., destiné à secourir la classe ouvrière, et remboursable en six ans sur ses ressources tant ordinaires qu'extraordinaires.

— Toutes réclamations pour cause de fournitures, de pertes et dommages éprouvés par les habitants de Paris ou des communes limitrophes, pendant les journées de Février, devront être remises à l'Hôtel-de-Ville, le 10 avril prochain au plus tard sous peine de déchéance.

— Le ministre de l'agriculture et du commerce a pris la décision suivante, relative aux études agricoles :

Art. 1<sup>er</sup>. Une commission chargée d'examiner les mesures qu'il y aurait à prendre dans le double but de compléter l'enseignement dans les écoles nationales vétérinaires, et de réglementer l'exercice de la médecine vétérinaire, est instituée.

Art. 2. Cette commission sera composée ainsi qu'il suit :

Les citoyens Bouillaud, doyen de la faculté de médecine de Paris, Boussingault, Rayer, membres de la section rurale et art vétérinaire à l'Académie des sciences; Thierry, docteur en médecine; Yvart, inspecteur général des écoles vétérinaires; Renault, directeur de l'école vétérinaire d'Alfort; Prince, directeur de l'école vétérinaire de Toulouse; Bouley, Delafond, Magne, professeurs de l'école vétérinaire d'Alfort; Huzard, vétérinaire, membre du bureau de la société nationale et centrale d'agriculture; Bouley jeune, Barthélemy aîné, Crépin, Leblanc, vétérinaires à Paris; Riquet, Laborde, vétérinaires militaires principaux.

Paris, le 29 mars 1848.

#### RÉSUMÉ DES NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

ON NOUS ÉCRIT DE FRANCFORT. — Ne croyez pas que le parlement allemand dans sa séance préparatoire ait exprimé le sentiment des Francfortois. Les déclarations ont été accueillies par des huées.

La ville est dans une agitation impossible à décrire. On voulait ici, dans la cité libre, la République allemande.

DANEMARK. — La guerre est déclarée de fait entre le nord et le midi. Les Danois ont commencé les hostilités, et la Prusse est mise en demeure de tenir sa promesse.

2,500 Danois ont pris, le 29 mars, possession de la petite ville de Hadersleben, en même temps qu'un navire de guerre adressait des sommations à l'île d'Absen et à la ville de Sonderburg.

Des estafettes ont été immédiatement expédiées à Hanovre et à Berlin par le gouvernement provisoire du duché.

#### Réponse de M. de Lamartine à la députation irlandaise.

M. de Lamartine a répondu dans les termes suivants aux doléances de la députation irlandaise. Les peureux peuvent se rassurer. L'ambassadeur anglais ne quittera pas Paris.

« Citoyens de l'Irlande, de Dublin, de Manchester et de Liverpool !

« S'il nous fallait une autre preuve de l'influence pacifique de la proclamation du grand principe démocratique, ce christianisme nouveau éclatant à l'heure opportune et séparant le monde comme autrefois, en monde païen et en monde chrétien, nous la trouverions, cette preuve de l'action toute-puissante d'une idée, dans ces visites que les nations ou les fractions de nations viennent rendre spontanément ici à la France républicaine et à son principe !

« Nous ne sommes pas étonnés d'y voir aujourd'hui une partie de l'Irlande. L'Irlande sait combien ses destinées, ses souffrances et ses progrès successifs en liberté religieuse, en unité et en égalité constitutionnelle avec les autres parties du Royaume-Uni ont ému de tout temps le cœur de l'Europe ! Nous le disions, il y a peu de jours, à une autre députation de vos concitoyens, nous le dirons à tous les enfants de cette glorieuse île d'Erin, qui, par le génie naturel de ses habitants, comme par les péripéties de son histoire, est à la fois la poésie et l'héroïsme des nations du Nord. (Bravo ! Bravo !)

« Sachez donc bien que vous trouvez en France, sous la République, tous les sentiments que vous lui apportez ! Dites à vos concitoyens que le nom de l'Irlande et le nom de la liberté courageusement défendue contre le privilège est un même nom pour tout citoyen français ! Dites-leur que cette réciprocité qu'ils invoquent, que cette hospitalité dont ils se souviennent, la République sera glorieuse de s'en souvenir et de les pratiquer toujours avec les Irlandais ; dites-leur surtout que la République française n'est pas et ne sera pas une république aristocratique, où la liberté masque le pri-

vilège ; mais une république embrassant le peuple tout entier dans les mêmes droits et dans les mêmes bienfaits.

« Quant à d'autres engagements, il ne serait pas convenable à nous de vous les donner, à vous de les recevoir. Je l'ai déjà dit à propos de la Suisse, à propos de l'Allemagne, à propos de la Belgique et de l'Italie. Je le répète à propos de toute nation qui a des débats intérieurs à vider avec elle-même ou avec son gouvernement. Quand on n'a pas son sang dans les affaires d'un peuple, il n'est pas permis d'y avoir son intervention ni sa main. Nous ne sommes d'aucun parti en Irlande ou ailleurs, que du parti de la justice, de la liberté et du bonheur des peuples ! Aucun autre rôle ne nous serait acceptable, en temps de paix, dans les intérêts et dans les passions des nations étrangères ! La France veut se réserver libre pour tous les droits.

« Nous sommes en paix et nous désirons rester en bons rapports d'égalité, non avec telle ou telle partie de la Grande-Bretagne, mais avec la Grande-Bretagne tout entière ! Nous croyons cette paix utile et honorable non-seulement pour la Grande-Bretagne et pour la République française, mais pour le genre humain ! Nous ne dirons aucune parole, nous n'adresserons aucune insinuation en contradiction avec les principes d'inviolabilité réciproque des peuples, que nous avons proclamés, et dont le continent recueille déjà les fruits !

« La monarchie déchue avait des traités et des diplomates ! nous avons des peuples pour diplomates et des sympathies pour traités ! Nous serions insensés de changer une telle diplomatie au grand jour contre des alliances sourdes et partielles avec les partis mêmes les plus légitimes dans les pays qui nous environnent ! Nous n'avons qualité ni pour les juger ni pour les préférer les uns aux autres. En nous déclarant amis de ceux-ci, nous nous déclarerions ennemis de ceux-là. Nous ne voulons être ennemis d'aucun de vos compatriotes, nous voulons faire tomber au contraire, par la loyauté de la parole républicaine, les préventions et les préjugés qui existeraient entre nos voisins et nous.

« Cette conduite nous est inspirée, quelque pénible qu'elle soit, par le droit des gens autant que par nos souvenirs historiques.

« Savez-vous ce qui a le plus irrité et le plus désaffectionné la France de l'Angleterre dans la dernière république ? C'est la guerre civile reconnue, soldée et servie par M. Pitt dans une partie de notre territoire. Ce sont ces encouragements et ces armes donnés à des Français héroïques aussi comme vous, mais à des Français combattant d'autres Français ! Ce n'était pas là la guerre loyale, c'était la propagande royaliste faite avec le sang français contre la République ! Cette conduite n'est pas encore, malgré nos efforts, tout à fait effacée de la mémoire de la nation.

« Eh bien ! cette cause de ressentiment entre la Grande-Bretagne et nous, nous ne la renouvellerons pas en l'imitant jamais ! Nous recevons avec reconnaissance les témoignages d'amitié des différentes nationalités qui forment le grand faisceau britannique ! Nous faisons des vœux pour que la justice féconde et resserre l'unité des peuples, pour que l'égalité en soit de plus en plus la base ; mais en proclamant avec vous, avec elle et avec tous, le saint dogme de la fraternité, nous ne ferons que des actes fraternels, comme nos principes et comme nos sentiments pour tous les Irlandais. » (Vive la République ! vive Lamartine !)

#### NOUVELLES DIVERSES.

EXPLOITATION DU VICE. — On se souvient d'un certain valet de chambre qui, sous prétexte de mettre des vertus faciles en rapport avec les grands seigneurs de la finance, se livrait sur elles à d'indignes violences. Une femme, Margarita D..., a été interrogée aujourd'hui par le juge d'instruction. Elle exerçait un autre genre d'exploitation : s'introduisant chez les mêmes dames, sous les mêmes prétextes que le valet de chambre en question, elle les dévalisait de leurs bijoux et autres objets précieux. On n'a pas entendu moins de vingt plaignantes.

OFFRANDE DE L'ARCHEVÊQUE DE PARIS A LA RÉPUBLIQUE. — L'archevêque de Paris a envoyé son offrande au gouvernement provisoire avec la lettre suivante :

Paris, le 31 mars 1848.

« Messieurs,

« Voici ma faible offrande ; ce sont quelques couverts d'argent, les seuls qui m'appartiennent.

« Je me serais empressé de les apporter beaucoup plus tôt au trésor de la République, si je n'avais dû m'occuper avant tout de satisfaire aux obligations de justice et de charité qui, cette année, sont plus étendues que toutes les ressources dont je puis disposer.

« Agréez, je vous prie, l'assurance de ma haute considération.

« DENIS, archevêque de Paris. »

RÉTABLISSEMENT DES HOTELS DES MONNAIES. — L'hôtel des monnaies de Rouen avait été supprimé par l'an-

cién gouvernement. Sur la demande du citoyen Deschamps, commissaire-général de la Seine-Inférieure, cet atelier monétaire va reprendre sa fabrication ; le gouvernement provisoire s'est empressé d'ordonner la réorganisation de cet établissement, et a délégué le citoyen Pelouze, président de la commission des monnaies, qui est parti ce soir pour y procéder sans délai.

NUMÉRAIRE DE FRANCE. — On a frappé en France depuis l'introduction du système décimal, environ un milliard deux cent mille francs en pièces d'or, et quatre milliards en pièces d'argent et de billon ; il est vrai que notre monnaie d'or a disparu, car l'excellence du titre l'a toujours fait rechercher à l'étranger ; notre monnaie d'argent circule également sur tout le continent. Toujours est-il qu'on ne saurait évaluer à moins de deux milliards et demi la masse des espèces métalliques qui existait en France au moment de la révolution de février.

LE GÉNÉRAL CAMBRONNE. — On écrit de Nantes :

Plusieurs journaux de Paris annoncent que la ville de Nantes a résolu d'élever un monument à Cambronne. Il est vrai que, sous Louis-Philippe, on voulait élever une statue à la mémoire de Cambronne ; mais comme il est impossible de retrancher de son histoire qu'il s'est mis au service de la restauration, il a été décidé qu'un monument ne serait point élevé à Cambronne sous le règne de la République.

LOLA MONTÈS. — On trouve les renseignements suivants sur Lola Montès dans un journal suisse :

« Elle est partie de Berne avec le baron de Moller, conseiller russe, pour Munich, où elle est restée plusieurs heures avec le roi, à l'hôtel de la Préfecture de police. Le roi lui remit une lettre de change de 500,000 florins sur M. de Rothschild à Francfort. Pour réaliser cette lettre de change, elle partit sur-le-champ pour Francfort, accompagnée du domestique de M. de Moller seulement. Depuis deux jours elle est revenue à Berne très-satisfaite. Peu de temps après son arrivée, elle a rendu une visite à M. Peel, chez qui elle est restée jusqu'à une heure bien avancée de la nuit.

« Lola Montès dit qu'elle a l'intention d'acheter une terre près de Vevey, et qu'elle reçoit journellement des lettres du roi qui lui apportent la promesse qu'il viendra passer l'été près d'elle. Il est donc probable que nous verrons bientôt le roi de Bavière en Suisse. »

LE MARI EN BONNES FORTUNES. — Hier au soir, un jeune homme aux moustaches retroussées, à l'air élégant, s'était assis en compagnie de deux dames devant les tables extérieures du café du passage Jouffroy. La meilleure intelligence semblait régner dans la société joyeuse. On commençait à déguster les rafraîchissements qu'autorisait la chaleur de la soirée. Tout à coup le cavalier sent une main se poser sur son épaule, ou plutôt la pincer jusqu'au sang. Ce n'est ni plus ni moins qu'une jeune mère de famille dont les yeux semblent respirer la plus vertueuse indignation. Le cavalier se lève interdit, s'excuse auprès de ses compagnes, et cherche à entraîner la survenante ; mais celle-ci, se pendant d'une main à ses moustaches, le frappe de l'autre à coups redoublés, au milieu des rires du public. Les dames laissées en plan par le mari battu auraient bien voulu s'éloigner, mais on avait compté sur le cavalier pour payer la dépense, et le cavalier, tout occupé de la solde que lui faisait payer son épouse indignée, n'avait garde de penser à elles. Enfin on a de part et d'autre compris la position, et le calme s'est rétabli aux abords du passage Jouffroy.

L'HÉROÏNE ITALIENNE. — On nous écrit de Milan :

Vive les jeunes Italiennes ! Louise Battistotti, née à Stradella (Etat sarde), mariée à Milan, ouvrière, s'est fait un nom dans l'histoire par son courage pendant les cinq glorieuses journées de Milan. Le dimanche matin, 19 mars, elle a désarmé un soldat de cavalerie armé de son mousquet ; elle s'est posée à la tête du pont des Pioppes, et s'est battue contre l'ennemi pendant les journées des 20, 22, et 24. Un corps de valeureux jeunes gens du peuple était avec elle. Son mousquet tuait à chaque coup un Croate. Elle a défendu le vaste établissement de Vettavia, qui contenait 580 personnes. C'est dans ce même édifice que se réfugièrent toutes les veuves et les orphelines quand Barberousse détruisit Milan. Cette vaillante femme fait aujourd'hui le service de la garde civique.

#### Bourses et Marchés.

BOURSE DE PARIS DU 4 AVRIL.

Continuation de la Baisse.  
Le 3 % a fermé à 34. — Le 5 % à 53.  
Les bons du trésor perdent 48.  
Banque de France, jouissance de janvier, fermé à 1400.  
Le 5 % belge tombé à 51.

CHEMINS DE FER.

Versailles (rive droite), 400. — Versailles (rive gauche), 95. — Orléans, fermé à 490. — Paris à Rouen, 347. — Rouen au Havre, 190. — Nord, 308.

Le Gérant, **CLODOMIR TASTÉ.**

Imprimerie centrale de NAPOLÉON CHAIX 27 et 29, rue Bergère, 8.